

Compte rendu de l'Assemblée
Générale du 7 février 2024

Pages 4 et 5

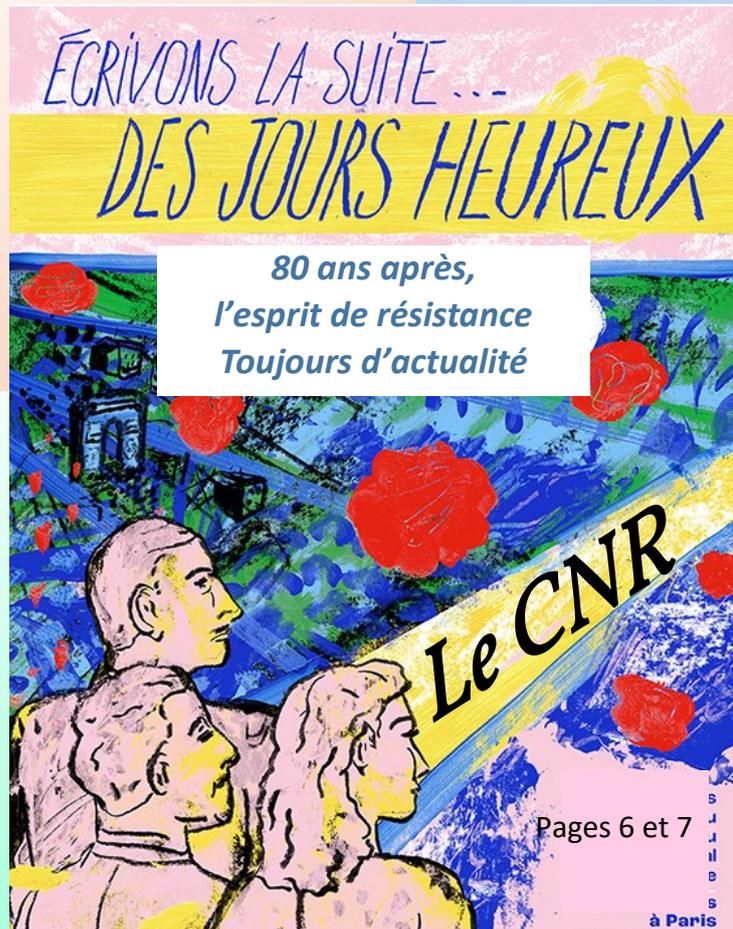


Nos mémoires vivantes :
Christian Rouvière

Page 2

André Prone
Au nom de
Gaza

Page 5



MARDI 28 MAI 2024

**Journée d'étude organisées par
l'UD CGT Var et l'IHS**

L'édito: la lutte pour la paix

Page 3



Christian Rouvière

LMV : D'où viens-tu ?

C. R : C'est le 18 août 1948 que je suis né à Lyon

. Dès 1963 je suis en apprentissage pour 3 ans en pâtisserie pour entrer dans la vie professionnelle comme pâtissier à la chocolaterie Reveillon à Lyon De 1967 au 1er mai 1968 c'est l'appel sous les drapeaux et à l'issue de l'armée j'entre à la Mairie de Vénissieux dirigée par le Maire communiste Marcel Houe au service fête et cérémonie composé essentiellement d'anciens résistants et déportés

LMV : Et ton engagement à la CGT ?

C. R : En 1971, j'adhère à la CGT et après une formation « de base » je suis élu à la commission exécutive et au bureau du syndicat des communaux

C'est en 1974, que j'adhère au Parti Communiste; peu de temps après je demande ma mutation à La Garde pour raison familiale ; c'est comme économiste au foyer Marie Curie que j'exerce mon premier emploi dans cette ville d'accueil . Deux ans plus tard le Maire va me confier la création du magasin municipal jusqu'en 2001 ; un poste que je ne quitterai plus juste à l'arrivée du nouveau Maire de droite JL Masson ; je me retrouve au placard pour fait de syndicalisme .

Revenons à 1976 , je suis élu à la commission exécutive du syndicat des communaux et succède à la camarade Escudier comme secrétaire.

LMV : En 1977 un tournant dans ton engagement ...

C.R.: En effet je découvre l'union locale de La Garde lieu de rencontre de « l'inter pro » Il m'est difficile de résumer en quelques lignes les luttes que nous avons menées et vécu parce qu'il faut les restituer dans le contexte politique économique et social de l'époque; De la droite giscardienne en passant par la signature du programme commun avec l'attente du grand soir et la pratique délégataire qui en découle

Les illusions des années 80 engendrées par la gauche au pouvoir où des camarades pensaient tout régler dans les ministères

Les luttes ont repris le dessus durant 23 ans de luttes communes nous avons partagé des émotions intenses, des joies, des peines, des victoires et des échecs, des brouilles, des moments de désaccords de lassitudes. Oui nos relations furent parfois complexes, parfois contradictoires tant nous sommes à la fois proches et différents

Mais pendant toutes ces années, nous avons eu la volonté d'aller de l'avant, avec sa sensibilité, sa démarche pour

essayer de conduire ensemble avec la CGT un monde plus juste, plus humain, plus solidaire tant au syndicat des communaux qu'à l'union locale

Il y eut les luttes de novembre-décembre 1995 dans la fonction publique, la lutte des Manupro pour les salaires et les conditions de travail; La lutte des travailleurs immigrés à la SONACOTRA contre l'augmentation scandaleuse des loyers, le détournement des fonds culturels dont ils étaient l'objet il y eut la reconnaissance et la création d'un comité de résidents. Dans ce prolongement les travailleurs immigrés ont conquis le droit à la dignité aux entreprises DESCOURS et CABAUD après 50 jours d'actions comme à Barberets

Il y eut dans ces conflits outre l'indifférence mais le racisme et pas seulement hors de nos rangs

A l'heure où l'extrême droite déverse sa propagande raciste, où fleurissent les thèses révisionnistes, où les réseaux Néo-Nazi apparaissent de plus en plus au devant de la scène médiatique dans notre pays comme dans toute l'Europe, il est de notre devoir de continuer à combattre tout ce qui tend à la division des salariés. Lutes et conflits se succèdent sur le territoire de notre union : Sud Acier, Renault, SORAF, PLASTIVOIR, PROGRAMECA, DE-DIPIAN, COGEDIS, STN, GENTY BIANCO et bien d'autres

C'est dans ces conditions que notre UL s'est déployée sur la nouvelle zone industrielle avec l'aide de UD (dont j'ai été membre du bureau) a été mis en place un bus itinérant de la CGT présent aux portes des entreprises

LMV : Parmi les nombreuses luttes, la plus marquante ?

C.R. : Je reviens sur la lutte des MANUPRO car elle fut très dure où rien n'a été épargné aux travailleurs et à la CGT: il y eut les intimidations patronales et de leur nervis. Dans ce long conflit de 58 jours avec occupation, ni le froid ni les inondations de 1978 ont ébranlé la détermination des salariés. Les solidarités se sont fortement exprimées : financières avec l'appui des élus communistes mais également la rencontre de militants et de prêtres ouvriers, d'associations venant d'horizons différents. C'était la perception de l'importance de la CGT sur un territoire d'une ville ou d'un département. Lieu de rencontre avec des travailleurs isolés ou de mise en commun de revendications des différentes corporations.

La CGT c'est la défense des intérêts des travailleurs dans l'action quotidienne et la perspective de leur émancipation, son organisation c'est la rencontre de camarades de lutte la rencontre de la fraternité parmi eux il y a eut Georges Champetier, Pierre Minerva, Dominique Noé, Andrée Payelle, Noël Pitometz dit « Pito », Marius Tartivier, Ginette Tomasson et bien d'autres que la mémoire collective retiendra. Quant à moi retiré à Aups, je cultive mon jardin et je mets mon savoir militant aux villageois qui en font la demande.

Dans cette actualité de guerre résultant de l'agression de l'Ukraine par la Russie et la multiplication des conflits armés dans le monde sans oublier l'écrasement du peuple palestinien pour le droit de vivre sur leur terre, les va en guerre, sont en première ligne et à leur tête le Président de la République française

Quels constats pouvons nous faire ?

1 Les travailleurs sont toujours les premières victimes des guerres et des situations de pauvreté qu'elles engendrent. La misère, le désespoir, le chômage et la détresse alimentent les conflits depuis longtemps. Qu'ils soient ukrainiens, russes, palestiniens ou israéliens et par ricochet français. Des populations de plus en plus nombreuses sont sur le chemin de l'exil.

2 La présence de la guerre à nos portes et le risque d'embrasement va de pair avec la montée de l'extrême droite et du fascisme en France et en Europe pour ne citer que ce continent.

3 C'est une aubaine pour les profits des multinationales et plus particulièrement celle de l'industrie de l'armement; la France est la 2eme exportatrice d'armes dans le monde.

La crise de capitalisme ne fait pas que s'enfoncer dans le néant et les travailleurs opposés aux tenants du capital sont les principaux intéressés à la lutte pour la paix comme réponse à leurs besoins

Éradiquer ces causes est une des conditions de la paix. L'augmentation vertigineuse des dépenses militaires, qui ne cessent d'augmenter; c'est un obstacle à la réalisation des droits sociaux. Les logiques financières et spéculatives à l'œuvre depuis des décennies n'ont fait qu'accentuer la mainmise de la finance sur les activités humaines, y compris celles de productions d'armes.



Yves Pellegrino
Président de l'IHS

La lutte pour la paix est dans l'ADN de la CGT depuis sa création.

Le droit à la paix et à la sécurité de tout être humain et des populations doit constituer une finalité fondamentale de l'action des États et des institutions internationales. Le droit international reste trop souvent bafoué, les institutions internationales sont fragilisées ou instrumentalisées directement ou indirectement par les logiques de puissance et de domination des États et/ou des multinationales. Les institutions chargées de la formation, de l'éducation et de la recherche n'assurent pas assez la promotion d'une culture de la paix.

Il y a nécessité de construire et développer une véritable culture et économie de paix. Le préambule de la Constitution de l'Organisation internationale du travail (OIT) stipule, des 1919, « qu'une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ». La Charte des Nations unies appelle en son article 26 « à favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde ».

L'existence et le maintien d'organisations transnationales militaristes restent un frein à la paix. Les facteurs économiques et sociaux qui ont entraîné une déstabilisation économique, sanitaire et environnementale du monde et une fragilisation d'États et de sociétés entières, sont dangereuses pour la paix. Cette fragilisation se trouve aggravée par la pandémie de 2019/2020 ainsi que par l'accélération du réchauffement climatique.

Il devient nécessaire et urgent de mobiliser les salariés et plus largement les opinions publiques pour agir sur le processus de désarmement, pour la transition climatique, pour la promotion des droits humains et d'une culture du dialogue et de la paix.

Sanction injustifiée !

Brigitte est adhérente à notre institut, militante et responsable de l'USR CGT, elle est aussi fille de résistants.

Aussi, ce jour quand au monument aux morts de sa commune il est rendu hommage aux résistants morts pour la France contre l'occupant nazi, un élu du RN a osé déposer une gerbe; Brigitte n'a pu s'empêcher de lui dire « facho » et de se retrouver quelques semaines plus tard au tribunal pour être condamnée de 250 € et de 2 jours d'éducation civique. Condamnée comme une délinquante de droit commun !

Un retour aux années 1930 quand les militants de la CGT étaient pourchassés par le pouvoir et le patronat jusqu'à chez eux. Tout notre soutien et notre solidarité à notre Camarade !

Par André Prone



C'est André Prone qui préside l'AG et remercie tous les participants de leur présence (environ 50 participants, parmi lesquels nous notons la présence de 8 travailleurs en stage syndical) et nous fait part des camarades excusés de ne pas pouvoir participer à notre conférence : Alain Henckel (Vice-Président IHS), Jeanine Dorel, Claude Franchitto, Philippe Cocordan Nadine Nazzi, Richard Roméo-Giberti (SG UD CGT Var), Marie-Claire Amato André Cheinet (Président Indecosa Var) Brigitte Cheinet (SG UCR CGT Var), Yoan (FAPT CGT Var)

1 – Rapport Yves Pellegrino

C'est dans un contexte international et national, de crise du capitalisme, de guerre et de la montée de l'extrême droite et du fascisme qu'à lieu cette AG. Durant ces deux dernières années l'activité de l'institut s'est efforcée d'en expliquer les mécanismes, ceux de l'entre deux guerres pour mieux comprendre le présent. Le plan de travail pour 2024 poursuit cette démarche avec les propositions du dernier CAO

Les 80 ans du CNR : recherche de mémoire ouvrières, de dossiers,

Les questions de l'armement et de la paix en collaboration avec les travailleurs de l'Etat,

Les attaques du pouvoir et du patronat contre les syndicats et le syndicalisme et les militants

Les questions de la Production, de la Consommation et de l'Environnement face à la révolution informationnelle et la transition écologique.

L'importance de la lecture et des livres IHS dans la formation des travailleurs, des citoyens et des étudiants.

Mettre à la disposition des adhérents la bibliothèque de prêt.

Contact avec les organisations CGT.

Le point sur l'évolution de l'IHS par rapport aux adhérents : on passe en qq années de 200 à 163 ; les organisations adhérentes : on passe de 35 à 26,

Le déficit des actifs dans l'IHS et la question du

fonctionnement du CAO (présence de 1/2), Deux camarades (pour changement d'activité) ont quitté le bureau, réduit ainsi à 5 ; la question de son renouvellement (moyenne d'âge et féminisation).

2- Les interventions dans le débat

Jacques Bremond : le chômage, le clientélisme, la concurrence entre les travailleurs et les questions climatiques.

Richard Deltaglia : La fascisation, se préparer à cette éventualité fasciste, notamment à partir des comités anti extrême droite, le nécessaire combat contre la loi sur l'immigration. La question des coopératives ouvrières et alimentaires, comment passer à des entreprises coopératives industrielles ? Comment rattacher ces questions à la Production, Consommation, Environnement ?

Manon Magagnosc pour l'UD Var : L'IHS sera présente à la CE de l'UD à titre consultatif. Face à la fascisation et l'extrême droite nous avons un déficit dans l'information et la formation. L'UD a participé au colloque confédéral à Montreuil sur l'extrême droite.

Notons que nous avons une représentante de l'UD CGT au Codex 83.

Notons aussi la faiblesse des bases organisées : 133 syndicats.

Pour les 80 ans du CNR : coopération avec l'IHS ; les conférences en soirée n'étant pas probantes pour faire venir les actifs, nous proposons de le faire à partir d'une journée de formation. Nous proposons de travailler plus en lien avec les syndicats.

Louis Vaisse : Note l'importance de la commémoration du CNR et rappelle les problèmes rencontrés à la Seyne à propos de cette commémoration. La présidente de l'association condamné à 1 jour de formation citoyenne et 250 euros d'amende pour avoir fustigé la présence du RN à cette cérémonie. Il rappelle aussi le 24 février la conférence autour de Manouchian, ancien ouvrier des Chantiers à la Seyne.

Jean-Luc Trinel : Constate que 40 ans de libéralisme ont changé les mentalités, surtout dans les cités ouvrières ; la guerre idéologique entre le capital et le travail s'accroît. Le travail syndical en entreprise s'est affaibli, alors que bloquer les entreprises reste le nerf de la guerre. Il est d'accord avec toutes les initiatives proposées par l'IHS.

Marie-José d'Indecosa : revient sur les questions du racisme, des salaires et des retraites, ainsi que la question des jeunes

. Elle rappelle que l'archivage est un acte militant.

Michel Debruyne : Durcissement de l'affrontement idéologique capital/travail et la nécessité de revenir sur l'importance du programme du CNR.

Gilbert Garel (président de l'IHS National) : Revient sur la conférence de Macron : ordre et autoritarisme. Il informe sur une exposition de 8 panneaux (150 euros) : la place de la CGT dans le CNR et son rôle dans la création de la sécu.



Il rappelle que le CNN nous invite à livrer la bataille contre l'extrême droite et contre la visée du pouvoir contre les immigrés. IL revient sur l'histoire de CGT U et son influence quant aux orientations de la CGT. Le nécessaire travail sur la lecture : repère historique pour la paix et contre l'extrême droite et revient sur le 12 février 1934 et combat de la CGT contre le fascisme. Il informe de la tenue du colloque confédéral sur syndicalisme et environnement.

Jean Pierre Kasperek : Il revient sur l'importance de la formation syndicale, la double besogne : revendications et luttes pour sortir du capitalisme, sur la bataille des idées et la bataille culturelle et nous invite à réfléchir à comment la valoriser au mieux toutes nos réflexions et productions sur ces importants sujets.

Hervé Fechino : Revient sur l'importance de l'IHS dans le contexte fascisant d'aujourd'hui et se félicite de voir que notre travail alimente la bataille des idées, notamment à travers la production des livres de l'IHS Var qui sert à la fois pour la formation syndicale et l'information générale. IL revient sur la situation générale avec son cortège d'autoritarisme et de fascisation.

André Prone : Revient sur la nécessité de ne pas baisser les bras face aux vellétés des gouvernements et du capital en crise qui opte de plus en plus en plus pour la fascisation et la guerre. Il revient sur le fait que les luttes de nos anciens étaient bien plus difficiles que les nôtres car à cette époque patronat et gouvernement n'hésitaient pas à tirer sur les travailleurs. Il note que malgré ce dur combat la situation sociale des travailleurs a pu être améliorée et que c'est tous ces conquits sociaux que le capitalisme entend reprendre aujourd'hui aux travailleurs. Il note que malgré mai 68, nous n'avons pas pu élargir notablement ces conquits depuis que la France a opté pour le plan Marshall en 1947. Il revient sur l'importance des livres de l'IHS et sur la nécessité de rajeunir et féminiser l'IHS, notamment son bureau.



Notre trésorier Robert Le Polles Présente le rapport financier. Il montre que si nos adhérents sont un peu moins nombreux, ainsi que les bases organisées, pour autant la vente des livres et la pandémie qui avait ralenti nos conférences et autres activités ont permis de dégager un solde positif. Il nous informe que l'UD CGT Var apportera dès 2024 une aide de 1000 euros à l'IHS et que l'UCR CGT Var a versé jusqu'à présent 500 euros d'aide à l'IHS. Ce dont Robert se félicite, il nous informe

que nous serons donc mieux à même de développer notre activité en 2024 et que nos conférences ou colloques se dérouleront dans de meilleures conditions.

Richard Deltaglia : revient sur les luttes passées dans le Var pour régulariser les immigrés et note que nous avons du mal aujourd'hui à nous hisser à la hauteur de cet enjeu.

Christian Giordano (retraité arsenal) : Félicite l'IHS CGT Var pour son excellent travail. Rappelle que Macron a été élu par les voix de gauche alors qu'il verse aujourd'hui vers la fascisation. Note que malgré les grandes manifestations et actions contre la réforme des retraites, nous n'avons pas pu aller jusqu'au blocage du pays. Il pense qu'il faut reconstruire la gauche actuellement en mille morceaux.

Le rapport d'activité, les propositions d'activités et le rapport financier qui sont approuvés à l'unanimité.

Claude Mainfroi : Rappelle l'importance des élections professionnelles chez les cheminots et la progression de la CGT 40% et 21% pour la CFDT. Revient sur la nécessité du devoir de mémoire ; Charonne, le 7 mars avec Pierre Semard. Il revient aussi sur le triste épisode du FN avec Chevalier comme maire de Toulon et rappelle que 7 députés sur 8 sont RN dans le Var.

Joe Rodriguez (ancien leader du combat pour que vive les chantiers à la Ciotat) : Des organisations sans mémoire sont des organisations sans avenir. N'oublions que le RN est au service du capital, A propos de notre initiative Production Consommation Environnement, qu'il approuve, il rappelle la bataille contre l'amiante avec ses faiblesses (les travailleurs préféreraient qu'on leur paye le risque, plutôt que de s'en préserver. Il revient sur le rôle du CNR et le danger que représente le RN à l'assemblée Nationale. Il fait remarquer que le RN vote toujours contre les intérêts des travailleurs, notamment sur l'immigration. A propos du fonctionnement de l'IHS il a proposé que chaque syndicat envoie un militant à l'IHS.

Solidarité Gaza

Trop nombreux sont les enfants et les autres civils qui meurent chaque jour sous les bombes à Gaza. Comme beaucoup de militants, je suis particulièrement affecté par ce qui se passe et grande est ma satisfaction de voir notre Confédération agir et se positionner clairement pour un cessez le feu immédiat et pour une paix juste et durable en Palestine et en Israël. Soutenu par les Éditions *Emile Communication*, j'ai pris l'initiative d'écrire un recueil de poésie dont tous les bénéfices seront reversés à l'Association *France Palestine-Solidarité*.

En quelques jours, plus de 500 exemplaires ont été vendus et certains Comités Régionaux, UD, UL ou Fédérations, ont commandé ce livre.

Afin d'élargir son potentiel de diffusion, l'IHS CGT Var a ouvert son journal pour que je puisse vous présenter ce recueil. J'espère que vous serez nombreux à le soutenir.

André Prone

André Prone
Au nom de
Gaza

Gaza

Tu m'as fait signe
Et je suis venu à toi
Avec des paroles sincères
J'ai tapissé de mots
Tes sagesse anciennes
Arraché les portes
Derrière lesquelles
Se cachait ton visage saignant
Je suis venu à toi
En portant l'étoile et le feu
Les doigts pleins de vent
Et d'odeur de jasmin
Qui déployait hors du temps
Ses arômes sucrés
J'étais venu nommer la paix
Nommer la pluie
Fort de ce halo étrange
Qu'aurait pu faire la beauté
Si elle avait pu fleurir
Au bord des jours heureux

80 ANS APRES, L'ESPRIT DE LA RESISTANCE TOUJOURS D'ACTUALITE !!

Programme du CONSEIL NATIONAL de la RESISTANCE

En 1936, le Front populaire avait été une réponse à la crise sociale, économique, mais aussi morale et culturelle de la France au début des années 1930, inversant le cours de l'évolution politique et sociale engagée par les forces de droite (Cf le compte rendu de notre conférence du 30/11/23 sur notre site). L'engagement massif des salariés dans les grèves, comme dans les manifestations, témoignait d'une forte politisation associant antifascisme et revendication sociale. Mais la démocratisation amorcée était très vite retombée: réformes abandonnées, spectre de la guerre, politique à l'égard de l'Espagne républicaine, retour des forces conservatrices aboutissant à la mise en place d'un régime de revanche sociale et de réaction.

Dans la nuit de l'occupation, pendant plusieurs mois, des résistants se réunirent, au péril de leur vie, en vue de rédiger un programme destiné à définir un plan d'action immédiate et la politique de la France au lendemain de sa libération, en ayant présents à l'esprit les événements qui avaient marqué la politique de leur pays depuis une décennie. En cela le programme du CNR porte la marque du Front populaire. La première réunion du Conseil de la Résistance (il deviendra "National" en novembre 1943) a lieu le 27 mai 1943, au 48 rue du Four, à Paris, en présence de Jean Moulin qui en sera le premier président, avant d'être arrêté par la gestapo le 21 juin. Affreusement torturé par Klaus Barbie, Jean Moulin meurt le 8 juillet dans le train qui l'emmenait en Allemagne pour y être à nouveau interrogé. Participent à la réunion les représentants des mouvements de résistance, des syndicats (la CGT, réunifiée en avril 1943 et la CFTC), mais aussi des partis et tendances politiques (partis socialiste, radical, communiste, Démocrates populaires, Alliance démocratique et Fédération républicaine), tous en lutte contre le régime de Vichy et l'occupant nazi.

Le programme est adopté à l'unanimité des membres du CNR le 15 mars 1944, après neuf mois de discussions et cinq projets étudiés. Il est diffusé dans la clandestinité de manière multiforme, reproduit en tout ou partie dans des feuilles ou journaux clandestins. En mai 1944, deux journaux clandestins (Action et Libération) le reproduisent en intégralité. Il est également diffusé sous forme de tracts, option choisie notamment par le Parti Communiste qui publie en mai 1944 une feuille intitulée "La parti communiste français présente le programme d'action de la Résistance au peuple de France". Mais c'est "Libération-Sud" qui diffuse l'édition la plus célèbre du texte. En mai 1944, au nez et à la barbe des nazis et des représentants de Vichy, le mouvement de résistance fait tirer à l'imprimerie Lions et Azzaro de Toulon 200 000 brochures du programme avec en page de garde le titre choisi par le responsable à la propagande de Libération-Sud: "Les jours heureux par le CNR". C'est sous ce titre que le programme du CNR sera connu.

La décision de se doter d'un texte qui constitue une "feuille de route" pour la suite des événements est née de deux nécessités. D'abord s'organiser face à l'intensification des activités de résistance (liée entre autre à l'afflux des réfractaires au Service du Travail Obligatoire dans les maquis) et à l'intensification de la répression. Ensuite, prendre en compte les débats de l'Assemblée constituante mise en place à Alger en novembre 1943 qui travaille aussi sur le devenir du pays au lendemain de la guerre.

Le plan d'action immédiate qui constitue la première (et plus longue) partie du programme, marque la victoire des conceptions se réclamant de l'action immédiate et multiforme sur le sol français et la recherche de l'élargissement des assises populaires de la résistance. A l'époque, c'est pour certains la partie la plus importante. Les dirigeants de la résistance savaient, sans en connaître la date et le lieu, que le débarquement des alliés aurait lieu en 1944. Il fallait donc intensifier le combat pour affaiblir l'ennemi et préparer la libération nationale qui, selon la formule de De Gaulle, était inséparable de l'insurrection nationale. C'était la condition du succès militaire et du succès politique national, l'efficacité des FFI et la force du soulèvement populaire assurant les garanties d'indépendance du pays menacée par l'AMGOT (objectif américain de faire administrer la France par des officiers supérieurs américains s'appuyant pour l'essentiel sur l'appareil d'Etat de Vichy- Le gouvernement américain avait déjà imprimé les billets de banque pour la France sans aucune autorisation du gouvernement provisoire)

La deuxième partie annonce les mesures politiques, économiques et sociales qui régiront l'organisation du pays libéré. Etant donné les différences, voire les divergences souvent importantes, parmi le large éventail politique représenté, le programme du CNR est un compromis qui a permis de satisfaire à la règle obligatoire du CNR, à savoir



Louis Saillant Représentant de la CGT

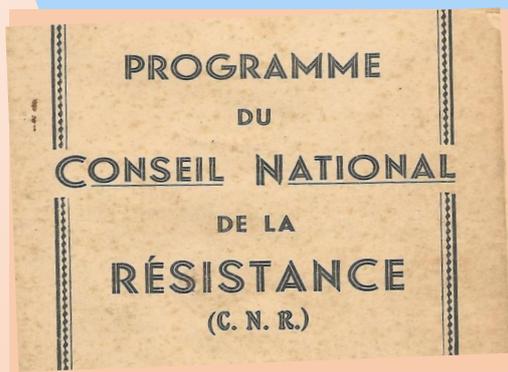
Dernier Président du CNR

l'unanimité dans les décisions. Mais un compromis avec une base claire: celle d'un rassemblement à dominante populaire et antimonopoliste devant engager un processus de réformes économiques et sociales profondes.

C'est sur la base de ce programme que le visage de la France changea radicalement après la libération. Si l'on a longtemps parlé et aujourd'hui encore de "l'exception française", du "modèle social français", c'est parce que notre système social est issu de ce texte fondateur: Création de la sécurité sociale qui doit permettre à chacun de cotiser selon ses moyens et d'être soigné selon ses besoins - Versement d'une retraite décente, après une vie de labeur, aux personnes âgées - Démocratisation de la vie des entreprises avec un rôle reconnu pour les syndicats - Mise en place pour les citoyens d'un vrai service public, digne de ce nom, comme d'une vraie fonction publique avec un personnel protégé par un statut - Construction d'une presse libre indépendante à l'égard des puissances d'argent (pour un hebdomadaire ou un quotidien: "nul ne peut exercer les fonctions de directeur ou de directeur délégué accessoirement à une autre fonction soit commerciale, soit industrielle qui constitue la source principale de ses revenus et de ses bénéfices") - Mise à l'écart des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie, retour à la Nation des grands moyens de production (énergie, sous-sol, transports) et de financement (Banque de France et "seulement" quatre grandes banques) - garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité et la dignité, acquis démocratiques comme la liberté de conscience et d'expression, liberté d'association, de réunion et de manifestation

Il faut rappeler que le droit de vote et d'éligibilité des femmes n'était pas prévu dans le programme du CNR. La décision d'un droit de vote réellement universel est prise à Alger par le Comité français de la Libération. C'est le 21 avril 1944 qu'une ordonnance du Gouvernement provisoire officialise dans les textes ce droit: "Les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes".

Le programme inspirera l'action du gouvernement provisoire et le préambule de la constitution de 1946: "tout bien, toute entreprise dont l'exploitation acquiert le caractère d'un service public ou de monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité". Pourtant, tout ne va pas couler de source! L'histoire de l'après libération, si elle est marquée par des avancées notables, est aussi marquée par certaines lenteurs, hésitations, voire par des



reniements de certains signataires du programme du CNR. Ce qui conduit le bureau confédéral de la CGT à s'adresser aux membres du CNR dès le 7 juillet 1944 pour rappeler les engagements pris et attirer leur attention sur "quelques questions de principe de la plus haute importance pour la classe ouvrière".... Au premier congrès de la CGT PTT de la région parisienne, le 21 octobre 1944, une résolution appelle les postiers à "la plus grande vigilance, l'union et l'action..... pour faire appliquer les mesures adoptées par le CNR"

Les mesures contenues dans le programme du CNR, même adoptées à l'unanimité, ont été très rapidement et constamment remises en cause. Dès la fin de la guerre les forces de droite ont repris l'offensive, les débuts de "la guerre froide" ont rompu les alliances de la guerre contre le fascisme. Une vague d'anticommunisme a déferlé sur le monde et sur notre pays en particulier, jugé point sensible des pays occidentaux. La CGT a subi la scission de Force Ouvrière. Tout cela a grandement affaibli le mouvement ouvrier et facilité la revanche de la droite et du patronat. Dès la fin des années 40, les attaques ont commencé pour remettre en cause les avancées obtenues. Durant les décennies suivantes, sécurité sociale, régimes de retraite, droits et statuts des travailleurs, nationalisations, etc.... subiront les assauts du patronat, de la droite et des réformistes. Mais les reculs infligés ne suffisent pas aux "néolibéraux". Ainsi, en 2007, Denis Kessler, vice-président du MEDEF, dira tout haut et cyniquement ce que nombre de ses amis pensent depuis longtemps. Dans un éditorial de "Challenge" du 4/10/2007, intitulé "Adieu 1945, racrochons notre pays au monde", il écrit: "Le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie..... La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance !"

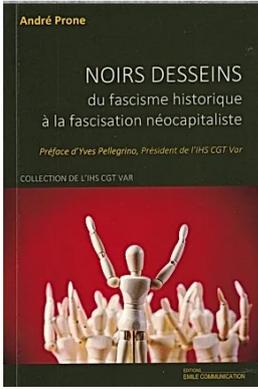
Et il faut bien avouer, malheureusement, que les gouvernements successifs s'y sont employés avec ardeur et zèle, notamment depuis la présidence de Sarkozy.

Le résistant Raymond Aubrac, avait déclaré à l'occasion du 60^e anniversaire du CNR, en 2004: "dans une civilisation qui distribue quotidiennement aux citoyens la peur du lendemain, on se doit de reformuler quelques grandes perspectives fussent-elles utopistes, afin de sortir de l'accablement qui fait accepter n'importe quoi à la société"

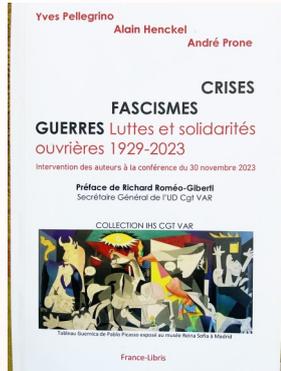
Et les utopies d'aujourd'hui peuvent être les réalisations de demain!

La crise actuelle du capitalisme a des effets désastreux. On sait que pour sortir de ses crises, le capitalisme détruit du capital, qu'il soit matériel (entreprises fermées ou mises en sommeil, réduction de productions...) ou qu'il soit du capital humain (chômage massif, précarité généralisée, baisse du pouvoir d'achat, surexploitation du travail...), n'hésitant pas à recourir au fascisme, à la guerre. Les travailleurs en paient toujours le prix fort. Mais une autre sortie est possible en misant au contraire sur tout ce qui peut valoriser le travail humain, l'esprit de responsabilité, tout ce qui peut développer la démocratie, notamment sur le plan économique, accroître le pouvoir d'achat..... De ce point de vue, le programme du CNR reste d'une actualité brûlante.

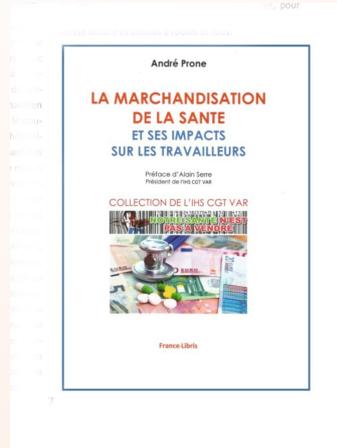
Les publications de l'institut



6€



3€



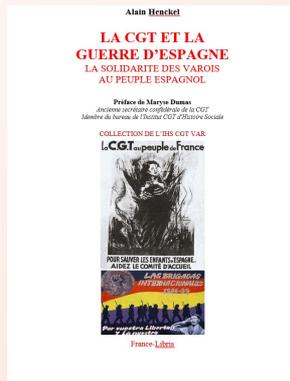
3€



4€



4€



5€



3€



Luites et Mémoire du Var

Bulletin d'abonnement et d'adhésion individuelle

NOM : PRNOM.....

ADRESSE :

AU CHOIX : (merci de cocher une case) Adhésion seule : 12 € Abonnement annuel 4 numéros : 8 €

Adhésion et abonnement annuel 4 numéros : 20 €

A retourner à : l'IHS CGT Var Bourse du travail 13 avenue Amiral Collet 83130 Toulon Tel : 04 94 18 94 50